

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 octobre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement et à la formation des officiers de carrière par la voie du cadre", a donné le 14 novembre 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e oktober 1963 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving en de vorming van de beroepsofficieren langs het kader", heeft de 14e november 1963 het volgend advies gegeven :

L'intitulé du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif au recrutement et à la formation des candidats officiers de carrière par la voie du cadre".

+
+ +

Les alinéas 1er et 2 du préambule devraient être rédigés de la manière suivante :

"Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve, modifiée par les lois des 28 juin 1960 et 26 juillet 1962;

Vu la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par les lois des 30 juillet 1955 et 27 décembre 1961 et par l'arrêté royal du 15 octobre 1963;"

+
+ +

Article 1er.

L'article 1er du projet fixe les conditions de recrutement des candidats. Il prévoit des règles particulières pour le candidat officier technicien mécanicien de la force navale, sous-officier mécanicien de marine :

.../...

- d'une part, ce candidat est dispensé des diverses épreuves de recrutement et sera soumis à un examen médical spécial ainsi qu'aux épreuves linguistiques prévues par la loi concernant l'usage des langues à l'armée;
- d'autre part, outre le cycle de formation militaire ou navale de base, ce candidat devra avoir accompli un certain temps de service et de navigation.

Ces dispositions ne devraient pas trouver leur place dans l'article 1er.

La première devrait être insérée après les dispositions du projet relatives à l'épreuve littéraire et scientifique et aux autres épreuves qui doivent être subies; comme le projet ne rappelle pas pour les autres candidats que des épreuves linguistiques doivent être présentées, il ne paraît pas nécessaire de le dire pour le candidat officier technicien mécanicien de la force navale, sous-officier mécanicien de marine.

La seconde devrait être insérée à l'article 10, qui a trait à l'instruction militaire ou navale de base.

Des textes seront proposés lors de l'examen des dispositions parmi lesquelles ces règles particulières devraient figurer.

+ +

Pour respecter l'ordre logique le 3° et le 4° devraient être inversés.

+

+ +

.../...

Article 2.

L'article 2, 2°, serait mieux rédigé comme suit :
"2° posséder les qualités morales indispensables à l'état d'officier; le Ministre de la Défense nationale apprécie si le candidat possède ces qualités".

+

+ +

Article 4.

L'article 4, alinéa 2, du projet dispose :

"Il détermine les corps ou groupes de corps pour lesquels le recrutement est ouvert; il fixe, pour chacun d'eux, avant la clôture des inscriptions, le nombre de candidats à recruter pour chacun des régimes linguistiques".

Une telle disposition suppose que chaque corps forme un ensemble homogène. S'il n'en était pas ainsi, il y aurait lieu de préciser que le Ministre détermine les subdivisions des corps pour lesquelles le recrutement est ouvert.

Le personnel non navigant de la force aérienne fournit un exemple particulièrement clair de l'hypothèse qui vient d'être soulevée; depuis l'arrêté royal du 9 mai 1961, le corps des officiers techniciens et le corps des officiers d'administration de la force aérienne ont été fusionnés en un seul corps, celui du personnel non navigant. Ce nouveau corps comprend des officiers dont les emplois sont totalement différents; la formation des candidats ne pourra être identique; divers articles du

.../...

projet prévoient pour les candidats officiers techniciens des règles spéciales. Il semble, dès lors, qu'il faille prévoir de manière distincte que le recrutement a trait aux officiers techniciens ou aux officiers d'administration du corps du personnel non navigant de la force aérienne.

L'article 4, alinéa 2, du projet devrait être aménagé à cette fin.

+

+ +

C'est après l'article 7 qu'il est suggéré d'insérer la disposition de l'article 1er, 1°, relative au candidat officier technicien mécanicien de la force navale, sous-officier mécanicien de marine, et qui prévoit que ce candidat n'est pas soumis à l'épreuve littéraire et scientifique.

Cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

"Article 8.-

Le candidat officier technicien mécanicien de la force navale, sous-officier mécanicien de marine, n'est pas soumis à l'épreuve littéraire et scientifique".

+

+ +

.../...

Afin de rendre le texte plus clair, il est suggéré d'insérer immédiatement avant la subdivision III, Tableau de classement, un article relatif à l'examen médical, à l'épreuve de condition physique et à l'épreuve psychotechnique; cet article reprendrait une partie de l'article 8 ainsi que la règle spéciale prévue par l'article 1er, 1°, pour les candidats officiers techniciens mécaniciens de la force navale, sous-officiers mécaniciens de marine.

Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"III. Examen médical, épreuve de condition physique et épreuve psychotechnique.

Article 9.-

L'examen médical, l'épreuve de condition physique et l'épreuve psychotechnique auxquels doivent satisfaire les candidats pour recevoir la formation d'officier par la voie du cadre sont déterminés par le Ministre de la Défense nationale.

Le candidat officier technicien mécanicien de la force navale, sous-officier mécanicien de marine, n'est pas soumis à cet examen et à ces épreuves; il doit avoir satisfait à un examen médical spécial portant sur l'aptitude physique exigée des officiers de sa spécialité, déterminé par le Ministre de la Défense nationale".

+ +

.../...

Le numérotage des articles qui suivent et de la subdivision relative au tableau de classement devra être modifié en conséquence. Il en est de même des diverses références contenues dans certains articles du projet.

+

+ +

Article 8.

L'article 8, § 1er, alinéa 1er, du projet dispose :

"A l'issue des épreuves de recrutement, un tableau de classement est établi, par régime linguistique, pour chacun des corps ou groupes de corps pour lesquels le recrutement a été ouvert".

Si le recrutement a eu lieu, comme il vient d'être montré dans l'observation sous l'article 4, alinéa 2, pour une subdivision d'un corps, le classement devra en tenir compte.

L'article 8, § 1er, alinéa 1er, devrait être modifié pour prévoir cette hypothèse.

+ +

Tenant compte de la suggestion qui vient d'être faite d'insérer une disposition spéciale concernant l'examen médical, l'épreuve de condition physique et l'épreuve psychotechnique, il est proposé de rédiger l'article 8, § 1er, alinéa 2, de la manière suivante :

.../...

"Pour participer au classement, les candidats doivent :

- 1° avoir obtenu à l'épreuve littéraire et scientifique, le minimum de points fixé par le Ministre de la Défense nationale;
- 2° avoir satisfait à l'examen médical ainsi qu'à l'épreuve de condition physique et à l'épreuve psychotechnique".

+ +

L'alinéa 2 du § 2 est inutile ; le Ministre trouve le fondement de sa compétence pour fixer les modalités de l'épreuve psychotechnique dans l'article 9 dont le texte a été suggéré ci-dessus par le Conseil d'Etat. Cet alinéa peut donc être omis.

+

+ +

Article 9.

Si le recrutement a lieu, comme il a été dit dans l'observation sous l'article 4, alinéa 2, pour une subdivision d'un corps, l'article 9 du projet devra subir les adaptations nécessaires.

+

+ +

.../...

Suivant l'article 1er, 2°, du projet, l'instruction militaire ou navale de base comprend pour le candidat officier technicien mécanicien de la force navale, sous-officier mécanicien de marine, "les temps de service et de navigation fixés par le Ministre de la Défense nationale".

Une telle disposition devrait figurer à l'article 10, 4°, du projet qui pourrait être rédigé de la manière suivante :

- "4° pour le candidat officier technicien mécanicien de la force navale issu des sous-officiers mécaniciens de marine :
- la formation de premier maître mécanicien de marine;
 - les cours d'officier mécanicien de première classe donnés à l'Ecole supérieure de navigation,
 - l'accomplissement des temps de service et de navigation fixés par le Ministre de la Défense nationale".

+ +

Le 5° devrait être rédigé comme suit :

"5° pour le candidat officier de gendarmerie :

- l'accomplissement du temps minimum ... (le reste comme au projet) ... "

+

+ +

.../...

Le mot "particulières" figurant dans les intitulés des sections 1ère à 6 du chapitre II du projet devraient être omis.

+
+ +

Article 12.

L'article 12, 1°, première phrase, du projet dispose que le cycle de formation comprend "les cours de formation générale et de formation militaire qui se terminent par une épreuve professionnelle".

Cette disposition gagnerait à être rédigée de la manière suivante : "Les cours de formation générale et de formation militaire; la matière de ces cours fait l'objet d'une épreuve professionnelle".

La même observation doit être faite concernant les articles 15, 3°, 20, alinéa 2, et 24, 1° et 3°.

L'article 12, 1°, seconde phrase, dispose :

"En ce qui concerne les candidats officiers techniciens de la force aérienne, ces cours peuvent être remplacés par des cours dans une école technique supérieure en vue de l'obtention du grade d'ingénieur technicien".

Comme il a été dit dans l'observation sous l'article 4, le corps des officiers techniciens de la force aérienne a été fusionné avec le corps des officiers d'administration de cette force pour former le corps du personnel non navigant.

.../...

Il s'indiquerait, dès lors, de rédiger l'article 12, 1°, seconde phrase, de la manière suivante :

"En ce qui concerne les candidats officiers techniciens du personnel non navigant de la force aérienne, ces cours peuvent être remplacés par des cours suivis dans une école technique supérieure en vue de l'obtention du grade d'ingénieur technicien".

+

+ +

Article 13.

L'article 13 du projet dispose :

"Article 13.-

En vue de leur admission à la seconde partie du cycle de formation, les candidats sont répartis dans les divers corps suivant les modalités établies par le Ministre de la Défense nationale".

L'article 14 de l'arrêté royal du 23 septembre 1959 que l'article 13 du projet remplace, contenait les modalités de répartition dans les divers corps des candidats ayant réussi la première partie du cycle de formation.

S'il entre dans les intentions du Ministre d'appliquer les modalités prévues par l'article 14 de l'arrêté royal du 23 septembre 1959, il serait plus simple de les insérer dans l'article 13 du projet.

+ +

.../...

L'article 13 ne doit pas seulement prévoir la répartition dans les divers corps, mais également dans les subdivisions de certains corps, comme par exemple, dans les subdivisions du corps du personnel non navigant de la force aérienne.

+

+ +

Article 14.

Tenant compte de l'observation émise sous l'article 12, l'article 14 du projet pourrait être rédigé comme suit :

"Article 14. -

Les candidats officiers, techniciens du personnel non navigant de la force aérienne qui, pour cause d'inaptitude professionnelle aux emplois de technicien, ne sont pas aptes à achever la formation entreprise, peuvent être autorisés par le Ministre de la Défense nationale à poursuivre leur formation d'officier comme candidats aux emplois d'administration du personnel non navigant de la force aérienne ou comme candidats officiers d'un autre corps.

Le Ministre détermine dans chaque cas, les cours, stages et épreuves qui leur sont imposés à cette fin".

+

+ +

Article 17.

Par souci de concordance avec l'article 10, 2°, il est suggéré d'omettre au 1° les mots "qui se terminent par une épreuve".

.../...

Article 19.

L'article 19 du projet dispose :

"Article 19.-"

Les candidats qui viennent à perdre l'aptitude physique exigée des officiers de pont peuvent être autorisés par le Ministre de la Défense nationale à poursuivre leur formation d'officier comme candidats officiers d'un autre corps.

Le Ministre détermine dans chaque cas, les cours, stages et épreuves qui leur seront imposés à cette fin. Toutefois, les candidats qui ont terminé avec succès la première partie de la formation visée à l'article 17 sont dispensés de l'épreuve prévue à l'article 12, 1°.

A lire cette disposition, il semble que les officiers de pont reconnus physiquement inaptes ne pourront poursuivre leur formation que dans un des corps dont le cycle de formation est prévu par l'article 12, et non dans les corps pour lesquels des dispositions spéciales règlent les cycles de formation.

D'autre part, l'article 43 du projet ne règle la question de la nomination de l'ancien candidat officier de pont que dans le seul corps des officiers des services de la force navale.

Les articles 19 et 43 du projet devraient être revus afin de répondre à cette observation.

+

+ +

.../...

Article 28.

L'article 28, § 2, gagnerait à être rédigé
comme suit :

"§ 2. Lorsque les candidats sont tenus de représenter l'épreuve professionnelle par application de l'article 4bis de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, l'autorisation dont il est question au § 1er n'est pas requise".

+

+ +

Articles 30, 31 et 32.

Les articles 30, 31 et 32 du projet disposent que les candidats qui ont réussi certaines épreuves "peuvent être commissionnés" au premier grade d'officier.

Le projet semble autoriser le Roi à décider dans chaque cas particulier que le candidat qui remplit toutes les conditions prévues sera ou non commissionné.

Telle n'est cependant pas l'intention du Gouvernement qui, en employant ces mots, veut dire qu'avant d'octroyer la commission il sera procédé à l'appréciation des qualités morales du candidat, comme le veut l'article 6 de la loi du 1er mars 1958. Pour répondre à cette intention, il n'est nullement nécessaire de disposer que le candidat "peut être commissionné". Une telle formule peut donner lieu, en raison de son caractère de généralité, à des interprétations divergentes. Il s'indique de disposer que le candidat "est commissionné"; l'appréciation favorable des qualités morales du candidat, prévue par l'article 6 de la loi du 1er mars 1958, est une des conditions mises à l'octroi de la commission.

+

+ +

.../...

Article 32.

L'article 32, § 2, gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"§ 2. Pour déterminer la période des deux années de formation des candidats officiers du personnel navigant de la force aérienne, il est tenu compte de la période de formation à l'issue de laquelle ils ont obtenu le brevet prévu à l'article 15, 1°, et du temps de service accompli en escadrille en qualité de membre du personnel navigant breveté prévu à l'article 15, 2°, même si les candidats ont suivi ces cours et passé cette période de service comme sous-officiers du personnel navigant breveté".

+

+ +

Article 34.

L'article 34 du projet dispose notamment :

"La qualité de candidat officier de carrière peut, à tout stade de la formation, être retirée par le Ministre de la Défense nationale au candidat qui :

- de l'avis d'une commission médicale déterminée par le Ministre de la Défense nationale, ou des commissions militaires d'aptitude et de réforme s'il s'agit d'un élève commissionné au grade de sous-lieutenant, ne possède plus les qualités physiques indispensables à l'état d'officier,

... "

.../...

L'arrêté royal du 5 octobre 1959, relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme, dispose en son article 2 que ces commissions sont notamment chargées :

"3° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des militaires commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, préalablement au retrait de leur commission".

Cet arrêté royal ne prévoit pas que les commissions militaires d'aptitude et de réforme se prononcent sur l'inaptitude physique des candidats officiers qui n'ont pas encore été commissionnés au premier grade d'officier. Le Roi pourrait cependant prévoir, dans cette hypothèse, l'intervention de ces commissions en lieu et place de celle de la commission médicale que le projet confie au Ministre de déterminer .

Le Conseil d'Etat suggère de prévoir l'intervention des commissions militaires d'aptitude et de réforme à l'article 34 du projet et , de plus, d'insérer en tête du chapitre VI du projet une disposition modifiant l'arrêté royal du 5 octobre 1959. Cette modification devrait être rédigée en termes assez larges afin de prévoir non seulement le retrait de la qualité de candidat officier de carrière par la voie du cadre, mais également celui de la qualité de candidat officier du service de santé et celui de la qualité d'élève de l'Ecole royale militaire; l'intervention d'une commission médicale est, en effet, prévue dans ces deux dernières hypothèses par des projets actuellement soumis à l'avis de la section de législation (L. 8555 et L. 8564).

.../...

Pour répondre à cette observation, il est suggéré de rédiger les deux articles ainsi qu'il suit :

"Article 34.-

§ 1er. La qualité de candidat officier de carrière peut, à tout stade de la formation, être retirée par le Ministre de la Défense nationale au candidat qui, de l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme, ne possède plus les qualités physiques indispensables à l'état d'officier.

§ 2. La qualité de candidat officier de carrière peut, à tout stade de la formation, être retirée par le Ministre de la Défense nationale sur rapport motivé des chefs hiérarchiques, au candidat qui ne possède plus les qualités morales indispensables à l'état d'officier; le rapport des supérieurs hiérarchiques doit être porté à la connaissance de l'intéressé, qui peut y joindre un mémoire justificatif.

S'il s'agit d'un candidat commissionné au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, la procédure prévue pour la démission d'office des officiers de carrière est appliquée.

Article ... (à insérer en tête du chapitre VI du projet).

Un 3° bis, rédigé comme suit est inséré dans l'article 2 de l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif aux commissions militaires d'aptitude et de réforme :

"3° bis de se prononcer sur l'inaptitude physique des militaires candidats officiers qui ne sont pas commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, préalablement au retrait de leur qualité de candidat officier ou de leur qualité d'élève de l'Ecole royale militaire".

.../...

Ce dernier article modifiant l'arrêté royal du 5 octobre 1959, il y aurait lieu de viser celui-ci dans le préambule du projet.

+

+ +

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS GENERALES ET DIVERSES.

Ce chapitre contient trois articles qui trouveraient mieux leur place dans le chapitre VI du projet. Il est dès lors suggéré de fusionner les chapitres IV et VI, et d'insérer leurs dispositions à la fin du projet.

+

+ +

Article 37.

L'article 37 du projet dispose :

"Article 37.-

Par dérogation aux dispositions du chapitre Ier et du présent chapitre, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser l'élève de l'Ecole royale militaire qui a dû quitter cette Ecole à poursuivre sa formation d'officier par la voie du cadre, dans les conditions qu'il détermine dans chaque cas".

En donnant cette autorisation, le Ministre déroge au chapitre Ier du projet, qui est relatif au recrutement, et au chapitre II, qui traite de la formation des candidats; il ne déroge pas au chapitre IV.

.../...

Le début de l'article 37 devrait, dès lors, être rédigé de la manière suivante :

"Par dérogation aux dispositions des chapitres Ier et II, le Ministre ...".

+

+ +

Article 38.

L'article 38 du projet prévoit en son alinéa 1er diverses hypothèses dans lesquelles l'engagement ou le rengagement peut être résilié à la demande de l'intéressé. Cette disposition déroge à l'arrêté royal du 3 septembre 1952 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix.

Il s'indiquerait, dès lors, de faire débiter l'article 38, alinéa 1er, par les mots :

"Par dérogation aux dispositions réglementaires relatives aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix, le Ministre ...".

+

+ +

.../...

CHAPITRE V. - LA NOMINATION AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT
ET D'ENSEIGNE DE VAISSEAU DE DEUXIEME CLASSE.

Ce chapitre ne contenant que six articles, il n'est pas nécessaire de le subdiviser.

+ +

L'article 42 fixe la règle applicable à la majorité des candidats; il y aurait, dès lors, lieu de le faire figurer immédiatement après l'article 39, avant les dispositions spéciales à certaines catégories de candidats.

+
+ +

Article 43.

Comme il a été dit ci-dessus au sujet de l'article 19, il y aurait lieu d'établir la concordance entre les articles 19 et 43 du projet.

+ +

Suivant l'article 43, le candidat "peut être nommé enseigne de vaisseau de deuxième classe à la date à laquelle il a été commissionné à ce grade". Il y aurait lieu, pour les raisons émises sous les articles 30, 31 et 32, de remplacer les mots "peut être nommé" par les mots "est nommé".

+
+ +

.../...

Article 44.

L'article 44 du projet prévoit une bonification d'ancienneté pour l'accession au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe en faveur des candidats officiers de pont de la force navale qui, au moment de leur entrée en service actif, sont brevetés au long cours et justifient d'un temps de navigation au long cours en qualité d'officier de quart.

Une telle disposition, reprise d'arrêtés antérieurs, trouvait sa base légale dans l'article 37 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, qui prévoyait que jusqu'au 1er janvier 1956 des officiers au long cours pouvaient être nommés aspirants de marine dans les conditions déterminées par le Roi.

La loi du 1er mars 1958 n'a pas prévu de prorogation des dispositions transitoires en faveur des officiers brevetés au long cours; l'article 44 du projet n'a donc pas de base légale et devrait être omis.

+

+ +

Article 46.

L'article 46 du projet prévoit une disposition transitoire pour les candidats officiers du personnel navigant de la force aérienne. L'article 15 du projet, qui a trait au cycle de formation qui doit être suivi par ces candidats, entre en vigueur, en vertu de l'article 47, le 1er septembre 1963. Il y aurait lieu, dès lors, de remplacer les mots "à la date de publication du présent arrêté" qui figurent au premier alinéa de l'article 46, par les mots "le 1er septembre 1963".

+ +

.../...

Le projet ne prévoit de disposition transitoire que pour les seuls candidats officiers du personnel navigant de la force aérienne. On peut se demander s'il n'y a pas lieu de prévoir également des dispositions transitoires pour les autres candidats qui ont commencé leur formation sous le régime de l'arrêté royal du 23 septembre 1959. L'article 52 de cet arrêté royal avait prévu une disposition de ce genre.

Het opschrift van het ontwerp kan beter als volgt worden gelezen :

"Koninklijk besluit betreffende de werving en de opleiding van kandidaat-beroepsofficieren langs het kader".

+
+ +

Het eerste en het tweede lid van de aanhef dienen als volgt te worden gelezen :

"Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1960 en 26 juli 1962;

Gelet op de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en 27 december 1961 en bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1963;"

+
+ +

Artikel 1.

Artikel 1 van het ontwerp bepaalt de voorwaarden voor werving van de kandidaten . Het bevat bijzondere regelen voor de kandidaat-officier-technicus werktuigkundige van de zeemacht, die onderofficier scheepswerktuigkundige is :

.../...

- enerzijds is die kandidaat vrijgesteld van de onderscheiden wervingsexamens en moet hij een speciaal geneeskundig onderzoek ondergaan en het taalexamen afleggen dat voorgeschreven is door de wet betreffende het gebruik der talen bij het leger;
- anderzijds moet hij, behalve de cyclus van militaire of zeevaartbasisopleiding, een bepaalde dienst- en vaartijd hebben doorgemaakt.

Die bepalingen zouden niet in artikel 1 moeten staan.

De eerste zou moeten worden ingevoegd na de bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben op het letterkundig en wetenschappelijk examen en op de andere af te leggen examens; aangezien het ontwerp er voor de overige kandidaten niet op wijst dat taalexamens moeten worden afgelegd, lijkt het ook onnodig dit te zeggen voor de kandidaat-officier-technicus werktuigkundige van de zeemacht, die onderofficier scheepswerktuigkundige is.

De tweede bepaling zou moeten worden ingevoegd in artikel 10, dat handelt over de militaire of zeevaartbasisopleiding.

Teksten zullen worden voorgesteld bij de bespreking van de bepalingen waarin die bijzondere regelen zouden moeten voorkomen.

+ +

...//...

Ter inachtneming van de logische volgorde zouden de teksten onder 3° en 4° van plaats moeten verwisselen.

+

+ +

Artikel 2.

Artikel 2, 2°, kan beter als volgt worden gelezen :

"2° de voor de staat van officier onmisbare morele hoedanigheden bezitten; de Minister van Landsverdediging oordeelt of de kandidaat die hoedanigheden bezit".

+

+ +

Artikel 4.

Artikel 4, tweede lid, van het ontwerp bepaalt :

"Hij bepaalt voor welke korpsen of groepen van korpsen zal worden aangeworven; voor elk dezer bepaalt hij, alvorens de inschrijvingen worden gesloten, het aantal kandidaten die in elk taalstelsel zullen worden aangeworven".

Zulk een bepaling veronderstelt dat elk korps een homogeen geheel vormt. Mocht dat niet het geval zijn, dan moet worden gezegd dat de Minister bepaalt voor welke onderverdelingen van de korpsen wordt aangeworven.

.../...

Een zeer duidelijk voorbeeld van zulk een geval is te vinden bij het niet-varend personeel van de luchtmacht; sedert het koninklijk besluit van 9 mei 1961 zijn het korps der officieren-technici en het korps der officieren van administratie van de luchtmacht samengevoegd tot één korps : dat van het niet-varend personeel. Dat nieuwe korps telt officieren met geheel verschillende betrekkingen; de kandidaten kunnen niet dezelfde opleiding krijgen; verscheidene artikelen van het ontwerp stellen speciale regelen voor de kandidaat-officieren technici. Het wil derhalve voorkomen dat afzonderlijk moet worden bepaald dat de werving betrekking heeft op de officieren-technici of op de officieren van administratie van het korps niet-varend personeel van de luchtmacht.

Artikel 4, tweede lid, van het ontwerp zou daartoe moeten worden aangepast.

+

+ +

Voorgesteld wordt, de bepaling van artikel 1, 1°, betreffende de kandidaat-officier-technicus werktuigkundige van de zeemacht, onderofficier scheepswerktuigkundige, waarin wordt gezegd dat die kandidaat het letterkundig en wetenschappelijk examen niet hoeft af te leggen, in te voegen na artikel 7.

Die bepaling zou als volgt kunnen worden gelezen:

"Artikel 8.-

De kandidaat-officier-technicus werktuigkundige van de zeemacht, onderofficier scheepswerktuigkundige, hoeft het letterkundig en wetenschappelijk examen niet af te leggen".

+

+ +

.../...

Ter wille van de duidelijkheid wordt voorgesteld onmiddellijk vóór de onderverdeling III, rangschikkings-tabel, een artikel in te voegen betreffende het geneeskundig onderzoek, de proef van lichamelijke geschiktheid en de psychotechnische proef; dat artikel zou een gedeelte van artikel 8 overnemen, alsook de speciale regel van artikel 1, 1°, voor de kandidaat-officieren-technici werktuigkundigen van de zeemacht, die onderofficier scheepswerktuigkundige zijn.

Dat artikel zou als volgt kunnen worden gelezen:

"III. Geneeskundig onderzoek, proef van lichamelijke geschiktheid en **psychotechnische proef**.

Artikel 9.-

Het geneeskundig onderzoek, de proef van lichamelijke geschiktheid en de psychotechnische proef waaraan de kandidaten moeten voldoen om de opleiding van officier langs het kader te krijgen, worden door de Minister van Landsverdediging bepaald.

De kandidaat-officier-technicus werktuigkundige van de zeemacht, onderofficier scheepswerktuigkundige, is van dat onderzoek en van die proeven ontslagen; hij moet hebben voldaan bij een door de Minister van Landsverdediging te bepalen speciaal geneeskundig onderzoek omtrent de lichaamsgeschiktheid die van officieren van zijn specialiteit wordt vereist".

+ +

.../...

De volgende artikelen en de onderverdeling betreffende de rangschikkingstabel zullen dan moeten worden vernummerd. Hetzelfde geldt voor de verwijzingen in sommige artikelen van het ontwerp.

+

+ +

Artikel 8.

Artikel 8, § 1, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"Bij het einde van de wervingsproeven wordt, per taalstelsel, voor ieder der **korpsen** of groepen van korpsen, waarvoor het examen werd ingericht, een rangschikkingstabel opgemaakt".

Heeft de werving plaats, zoals bij artikel 4, tweede lid, is opgemerkt, voor een onderverdeling van een korps, dan zal daarmede rekening moeten worden gehouden in de rangschikking.

Artikel 8, § 1, eerste lid, zou moeten worden gewijzigd om ook in dat geval te voorzien.

+ +

Aansluitend op het zoëven gedane voorstel om een bijzondere bepaling betreffende het geneeskundig onderzoek, de proef van lichamelijke geschiktheid en de psychotechnische proef in te voegen, wordt in overweging gegeven artikel 8, § 1, tweede lid, als volgt te lezen :

.../...

"Om te worden gerangschikt, moeten de kandidaten :

- 1° bij het letterkundig en wetenschappelijk examen het door de Minister van Landsverdediging bepaalde minimum puntental hebben behaald;
- 2° voldaan hebben bij het geneeskundig onderzoek, bij de proef voor lichamelijke geschiktheid en bij de psychotechnische proef".

+ +

Het tweede lid van § 2 is overbodig; de Minister ontleent zijn bevoegdheid tot het vaststellen van de nadere regelen voor de psychotechnische proef aan artikel 9 waarvan de tekst zoëven door de Raad van State in overweging werd gegeven. **Die alinea kan dus vervallen.**

+

+ +

Artikel 9.

Heeft de werving plaats, zoals in verband met artikel 4, tweede lid, is opgemerkt, voor een onderverdeling van een korps, dan moet artikel 9 van het ontwerp dienovereenkomstig worden aangepast.

+

+ +

.../...

Artikel 10.

Volgens artikel 1, 2°, van het ontwerp, omvat de militaire of zeevaartbasisopleiding voor de kandidaat-officier-technicus werktuigkundige van de zeemacht, onder-officier scheepswerktuigkundige, "de dienst- en vaartijd vastgesteld door de Minister van Landsverdediging".

Zulk een bepaling zou moeten staan in artikel 10, 4°, van het ontwerp, dat als volgt kan worden gelezen:

"4° voor de kandidaat-officier-technicus werktuigkundige van de zeemacht, die uit de onderofficieren-scheepswerktuigkundigen komt :

- de opleiding van eerste meester-scheepswerktuigkundige;
- de cursussen voor officier-werktuigkundige eerste klasse van de Hogere Zeevaartschool;
- het volbrengen van de dienst- en vaartijd vastgesteld door de Minister van Landsverdediging".

+ +

De tekst onder 5° zou als volgt moeten worden gelezen :

"5° voor de kandidaat-officier van de Rijkswacht :

- het volbrengen van de door de Minister van Landsverdediging bepaalde minimum werkelijke dienstdtijd bij de Rijkswacht, of als Rijkswachtonderofficier".

+
+ +

.../...

Het woord "bijzondere", dat voorkomt in de opschriften van de afdelingen 1 tot 6 van hoofdstuk II van het ontwerp, zou moeten vervallen.

+

+ +

Artikel 12.

Artikel 12, 1°, eerste volzin, van het ontwerp bepaalt dat de cyclus vakopleiding omvat : "cursussen van algemene ontwikkeling en van militaire opleiding die met een vakexamen eindigen".

Deze bepaling kan beter als volgt worden gelezen:

"Cursussen van algemene ontwikkeling en van militaire opleiding; over de stof van die cursussen wordt een vakexamen afgelegd".

Dezelfde opmerking moet worden gemaakt bij de artikelen 15, 3°, 20, tweede lid, en 24, 1° en 3°.

Artikel 12, 1°, tweede volzin, bepaalt :

"Wat de kandidaat-officieren-technici van de luchtmacht betreft, kunnen deze cursussen vervangen worden door cursussen te volgen in een hogere technische school waardoor de graad van technisch ingenieur behaald wordt".

Zoals bij artikel 4 is opgemerkt, is het korps der officieren-technici van de luchtmacht met het korps der officieren van administratie van dat krijgsmachtdeel samengevoegd tot een korps niet-varend personeel.

.../...

Derhalve stelle men artikel 12, 1°, tweede volzin, als volgt :

"Voor kandidaat-officierentechnici van het niet-varend personeel van de luchtmacht, kunnen die cursussen worden vervangen door cursussen die aan een hogere technische school worden gevolgd voor het behalen van de graad van technisch ingenieur".

+

+ +

Artikel 13.

Artikel 13 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 13.-

Met het oog op hun toelating tot het tweede deel van de opleidingscyclus worden, volgens de modaliteiten vastgesteld door de Minister van Landsverdediging, de kandidaten over de verschillende korpsen verdeeld".

Artikel 14 van het koninklijk besluit van 23 september 1959, hetwelk artikel 13 van het ontwerp vervangt, bevatte regelen volgens welke de kandidaten die voor het eerste gedeelte van de opleidingscyclus geslaagd waren, over de verschillende korpsen worden verdeeld.

Ligt het in de bedoeling van de Minister de regelen van artikel 14 van het koninklijk besluit van 23 september 1959 toe te passen, dan is het eenvoudiger deze in artikel 13 van het ontwerp in te voegen.

+ +

.../...

Artikel 13 moet niet alleen voorzien in de verdeling van de kandidaten over de korpsen, maar ook in hun verdeling over de onderverdelingen van sommige korpsen, zoals bijvoorbeeld over de onderverdelingen van het korps niet-varend personeel van de luchtmacht.

+

+ +

Artikel 14.

Gelet op de opmerking bij artikel 12, zou artikel 14 van het ontwerp als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 14.-

Kandidaten-officieren-technici van het niet-varend personeel van de luchtmacht die, wegens beroeps-ongeschiktheid voor de betrekkingen van technicus, niet in staat zijn de begonnen opleiding te voltooien, kunnen door de Minister van Landsverdediging gemachtigd worden hun officiersopleiding voort te zetten als kandidaten voor de betrekkingen van administratie van het niet-varend personeel van de luchtmacht of als kandidaat-officieren van een ander korps.

De Minister bepaalt in elk geval de cursussen, stages en examens die hun te dien einde worden opgelegd".

+

+ +

.../...

Artikel 17.

Ter wille van de overeenstemming met artikel 10, 2°, wordt voorgesteld in de tekst onder 1° de woorden "die met een examen eindigen" te schrappen.

Artikel 19.

Artikel 19 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 19.-

De kandidaten die de van de de officieren vereiste lichaamsgeschiktheid komen te verliezen, kunnen door de Minister van Landsverdediging worden gemachtigd om hun officiersopleiding als kandidaat-officier van een ander korps te voltooien.

De Minister bepaalt voor elk geval welke cursussen, stages en examens hen te dien einde worden opgelegd. De kandidaten die echter het eerste deel van de in artikel 17 bedoelde opleiding met goed gevolg hebben voltooid, zijn vrijgesteld van het in artikel 12, 1°, opgelegde examen".

Deze bepaling schijnt erop te wijzen dat de de officieren die lichamelijk ongeschikt geacht zijn, hun opleiding alleen zullen kunnen voortzetten in een korps waarvan de opleidingscyclus is voorgescreven in artikel 12 en niet in de korpsen waarvan de opleidingscyclus door bijzondere bepalingen is geregeld.

.../...

Anderzijds stelt artikel 43 van het ontwerp alleen regelen ter zake van de benoeming van de gewezen kandidaat-dekofficier in het korps der officieren van de diensten van de zeemacht.

De artikelen 19 en 43 van het ontwerp zouden moeten worden herzien om aan deze opmerking te voldoen.

+

+ +

Artikel 28.

Artikel 28, § 2, kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. Wanneer de kandidaten gehouden zijn zich een tweede maal voor het vakexamen aan te melden, overeenkomstig artikel 4bis van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, is de toelating waarvan sprake in § 1 niet vereist".

+

+ +

Artikelen 30, 31 en 32.

De artikelen 30, 31 en 32 van het ontwerp bepalen dat de kandidaten die voor sommige examens geslaagd zijn, "kunnen worden aangesteld" in de eerste graad van officier.

.../...

Het ontwerp schijnt de Koning ertoe te machtigen in elk afzonderlijk geval te beslissen, of de kandidaat die alle voorwaarden vervult, al dan niet zal worden aangesteld.

Zo bedoelt de Regering het echter niet, want met die woorden wil zij zeggen dat, alvorens de aanstelling te verlenen, de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat zullen worden beoordeeld naar eis van artikel 6 van de wet van 1 maart 1958. Om die bedoeling weer te geven, is het geenszins nodig te bepalen dat de kandidaat "kan worden aangesteld". Zulk een formule kan, wegens haar algemeen karakter, op verschillende wijze worden geïnterpreteerd. Er dient te worden bepaald dat de kandidaat "wordt aangesteld" ; de in artikel 6 van de wet van 1 maart 1958 bedoelde gunstige beoordeling van de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat is een van de voorwaarden voor het verlenen van de aanstelling.

+

+ +

Artikel 32.

Artikel 32, § 2, kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. Om de periode te bepalen van twee jaar opleiding van de kandidaat-officiëren van het varend personeel van de luchtmacht, wordt rekening gehouden met de opleidingsperiode op het einde waarvan zij het in artikel 15, 1°, bedoelde brevet hebben behaald, en met de in artikel 15, 2°, bedoelde dienst volbracht bij een smaldeel in hoedanigheid van lid van het gebrevetteerd varend

.../...

personeel, zelfs indien de kandidaten die cursussen gevolgd en die dienstperiode volbracht hebben als onder-officiëren van het gebrevetteerd varend personeel".

+

+ +

Artikel 34.

Artikel 34 van het ontwerp bepaalt onder meer :

"De hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier kan, in elk stadium van de opleiding, door de Minister van Landsverdediging ingetrokken worden aan de kandidaat die :

- op advies van een medische commissie aangeduid door de Minister van Landsverdediging, of van de militaire commissies voor geschiktheid en reform als het een leerling betreft aangesteld in de graad van onderluitenant, die de noodzakelijke lichamelijke hoedanigheden niet meer bezit vereist voor de staat van officier ;
...".

Het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform bepaalt in artikel 2 dat die commissies onder meer gelast zijn :

"3° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van de in de graad van onderluitenant of van onderluitenant-ter-zee, tweede klasse, aangestelde militairen alvorens dezer aanstelling wordt ingetrokken".

.../...

Dat koninklijk besluit bepaalt niet dat de militaire commissies voor geschiktheid en reform uitspraak doen over de lichamelijke ongeschiktheid van de kandidaat-officieren die nog niet zijn aangesteld in de eerste graad van officier. De Koning zou in dat geval nochtans kunnen bepalen dat die commissies optreden in de plaats van de "medische commissie" die krachtens het ontwerp door de Minister wordt "aangeduid".

De Raad van State geeft in overweging, in artikel 34 van het ontwerp te voorzien in het optreden van de **militaire commissies voor geschiktheid en reform** en bovendien vooraan in hoofdstuk VI van het ontwerp een bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 in te voegen. Die wijzigingsbepaling zou in vrij ruime bewoordingen moeten worden gesteld om niet alleen te voorzien in de intrekking van de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier langs het kader, maar ook in de intrekking van de hoedanigheid van kandidaat-officier van de gezondheidsdienst en van de hoedanigheid van leerling van de Koninklijke Militaire School ; krachtens ontwerpen die thans voor advies aan de Raad van State zijn voorgelegd (L.8555 en L.8564) zal immers ook in beide laatstgenoemde gevallen een medische commissie optreden.

Ter inachtneming van deze opmerking, wordt voorgesteld beide artikelen als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 34.-

§ 1. De hoedanigheid van kandidaat-beroeps-officier kan in elk stadium van de opleiding door de Minister van Landsverdediging worden onttrokken aan de kandidaat die, volgens het advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform, de voor de staat van officier onmisbare lichamelijke hoedanigheden niet meer bezit.

§ 2. De hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier kan in elk stadium van de opleiding, op gemotiveerd verslag van de hiërarchische meerderen, door de Minister van Landsverdediging worden onttrokken aan de kandidaat die de voor de staat van officier onmisbare zedelijke hoedanigheden niet meer bezit ; van het verslag van de hiërarchische meerderen moet kennis worden gegeven aan de betrokkene, die er een memorie ter verantwoording mag aan toevoegen.

Betreft het een kandidaat die aangesteld is in de graad van onderluitenant of van luitenant-ter-zee tweede klasse, dan wordt de procedure bepaald voor het ontslag van ambtswege van beroepsofficieren, toegepast.

Artikel ... (in te voegen vooraan in hoofdstuk VI van het ontwerp)

In artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de militaire commissies voor geschiktheid en reform wordt een 3° bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"3° bis. uitspraak te doen over de lichamelijke ongeschiktheid van de militairen, kandidaat-officieren, die niet aangesteld zijn in de graad van onderluitenant of luitenant-ter-zee tweede klasse, vóór de intrekking van hun hoedanigheid van kandidaat-officier of van hun hoedanigheid van leerling van de Koninklijke Militaire School".

Dit laatste artikel wijzigt het koninklijk besluit van 5 oktober 1959, hetwelk dan ook in de aanhef van het ontwerp moet worden vermeld.

+

+ +

HOOFDSTUK IV. - ALGEMENE EN DIVERSE BEPALINGEN.

Dit hoofdstuk bevat drie artikelen die beter op hun plaats zouden zijn in hoofdstuk VI van het ontwerp. Derhalve wordt voorgesteld, de hoofdstukken IV en VI te fusioneren en ze achteraan in het ontwerp te brengen.

+

+ +

Artikel 37.

Artikel 37 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 37.-

In afwijking van de bepalingen van hoofdstuk één en van dit hoofdstuk kan de Minister van Landsverdediging de leerling van de Koninklijke Militaire School, die deze School heeft moeten verlaten, machtigen om zijn officiersopleiding langs het kader te eindigen, onder voorwaarden welke hij in elk afzonderlijk geval bepaalt".

.../...

Door die machtiging te verlenen, wijkt de Minister af van hoofdstuk I van het ontwerp - werving - , en van hoofdstuk II - de opleiding van de kandidaten - ; hij wijkt niet af van hoofdstuk IV.

Artikel 37 zou derhalve als volgt moeten beginnen :

"In afwijking van de bepalingen van de hoofdstukken I en II, kan de Minister ...".

+

+ +

Artikel 38.

Artikel 38, eerste lid, heeft betrekking op verschillende gevallen waarin de dienstneming of de wederdienstneming op aanvraag van de belanghebbende kan worden verbroken. Die bepaling wijkt af van het koninklijk besluit van 3 september 1952 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vrede-tijd.

Derhalve beginne men artikel 38, eerste lid, als volgt :

"In afwijking van de verordeningsbepalingen betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vrede-tijd, verbreekt de Minister van Landsverdediging, op aanvraag ...".

+

+ +

.../...

HOOFDSTUK V. - BENOEMING IN DE GRAAD VAN ONDERLUITENANT
EN VAN LUITENANT-TER-ZEE TWEEDE KLASSE.

Dit hoofdstuk telt slechts zes artikelen en het is dus onnodig het onder te verdelen.

+ +

Artikel 42 stelt de regel die op de meeste kandidaten toepassing vindt ; het zou dan ook onmiddellijk na artikel 39 moeten komen, vóór de bijzondere bepalingen betreffende sommige categorieën van kandidaten.

+
+ +

Artikel 43.

Zoals hiervoren bij artikel 19 is gezegd, zouden de artikelen 19 en 43 van het ontwerp in overeenstemming moeten worden gebracht.

+ +

Volgens artikel 43 "mag de kandidaat tot vaandrigter-zee tweede klasse benoemd worden op de datum waarop hij in deze graad werd aangesteld". Om de redenen die bij de artikelen 30, 31 en 32 zijn opgegeven, vervangen men de woorden "mag ... benoemd worden" door de woorden "wordt ... benoemd".

+
+ +

.../...

Artikel 44.

Artikel 44 van het ontwerp verleent een anciënniteitsbijslag voor de overgang naar de graad van luitenant-ter-zee tweede klasse aan "de kandidaat-dekofficiëren van de zeemacht die, op het tijdstip dat zij in werkelijke dienst treden, gebrevetteerde ter lange vaart zijn en van een vaartijd ter lange vaart als officierhoofd van de wacht doen blijken".

Zulk een bepaling, die aan vroegere besluiten is ontleend, vond rechtsgrond in artikel 37 van de wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht, hetwelk bepaalde dat officieren ter lange omvaart, onder door de Koning bepaalde voorwaarden, tot 1 januari 1956 tot marine-aspirant konden worden benoemd.

De wet van 1 maart 1958 heeft de overgangsbepalingen ten gunste van de officieren brevethouders ter lange vaart niet verlengd ; artikel 44 van het ontwerp heeft dus geen rechtsgrond en zou moeten vervallen.

+

+ +

.../...

Artikel 46.

Artikel 46 van het ontwerp bevat een overgangsbepaling voor de kandidaat-officieren van het varend personeel van de luchtmacht. Artikel 15 van het ontwerp, dat betrekking heeft op de opleidingscyclus welke die kandidaten moeten volgen, treedt krachtens artikel 47 op 1 september 1963 in werking. Derhalve vervange men de woorden "op de datum van bekendmaking van dit besluit" in het eerste lid van artikel 46 door de woorden "op 1 september 1963".

+ +

Alleen voor kandidaat-officieren van het varend personeel van de luchtmacht staat een overgangsbepaling in het ontwerp. Men kan zich afvragen of geen overgangsbepalingen vereist zijn voor de overige kandidaten wier opleiding is begonnen onder de regeling van het koninklijk besluit van 23 september 1959. Artikel 52 van dat koninklijk besluit bevatte zulk een bepaling.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

G.HOLOYE,
J.MASQUELIN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

J.ROLAND;

assesseurs de la section
de législation,

J.DE MEYER,

bijzitters van de afdeling
wetgeving,

G.DE LEUZE,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.